

Fonction publique, les enjeux des élections professionnelles

REPÈRES

1982

Les lois de 1982 renforcent le droit syndical et harmonisent les élections professionnelles à bulletins secrets, à la proportionnelle, dans l'ensemble de la fonction publique.

2010

Instauration de la représentativité syndicale basée sur les résultats des élections professionnelles.

2014

Le 4 décembre ont lieu les premières élections à date unique et synchronisée pour les trois versants de la fonction publique (d'État, territoriale et hospitalière).

2019

Fusion des comités techniques (CT) et des CHSCT en comités sociaux.

2022

Élections professionnelles de décembre 2022.

2026

Prochain grand rendez-vous national planifié du 3 au 10 décembre pour renouveler les représentants des agents publics.

« Ces élections sont cruciales pour notre organisation avant l'échéance nationale des présidentielles. »



Mathias Perez, copilote de la campagne confédérale pour les élections professionnelles dans la fonction publique

Mobilisation. Le renouvellement des représentants CGT de millions d'agents publics se profile du 3 au 10 décembre prochain, avec un enjeu de taille : sauver des services publics mis à mal par une logique capitaliste entretenue par le gouvernement.

Du 3 au 10 décembre prochain, près de 5,9 millions d'agents publics seront appelés à voter pour renouveler leurs représentants. Pour la CGT, première organisation syndicale de la fonction publique, l'enjeu est de taille. « En une semaine, c'est un tiers de notre audience qui se joue. Il nous faut cette année consolider nos résultats pour rester moteur dans l'intersyndicale », rappelle Mathias Perez, copilote de la campagne confédérale pour ces élections. Dernier grand rendez-vous démocratique avant la présidentielle, ces élections sont en effet essentielles dans un contexte de lente dégradation des services publics, tout comme de l'environnement de travail des agents. Sur le terrain, ce sont tous les versants de la fonction publique (hospitalière, territoriale et d'État) qui souffrent. Baisse de dotations drastiques pour les collectivités locales, dégradation des conditions de travail à l'hôpital ou dans les services départementaux d'incendie et de secours (Sdis), fermetures de classes dans le premier degré... Partout, la question des moyens se pose. La lutte contre cette austerité ainsi que la revalorisation salariale arrivent d'ailleurs en tête des revendications portées par la CGT.

STRATÉGIE DE CAMPAGNE

« Notre stratégie de campagne a été préparée dès le début de l'année 2026. Nous allons chercher les agents sur leur terrain. Les fédérations ont travaillé sur le guide des droits et, au niveau confédéral, nous avons accompagné le lancement, le 1^{er} septembre, de la plateforme SOS contractuels », précise Mathias Perez. La fonction publique compte maintenant quasiment 25 % de contractuels (un agent sur quatre) dont le vote représente un enjeu important. Globalement moins engagés syndicalement, notamment dans l'éducation nationale, ces agents recevront, par l'intermédiaire de la plateforme, des documents d'information sur leurs droits. Ils pourront y poser des questions, requérir le soutien de l'organisation syndicale et, évidemment, s'engager ! La CGT occupe en effet la quatrième place dans le versant de l'État qui intègre des ministères clés comme l'Intérieur ou les Finances publiques, et l'éducation nationale, un secteur qui concentre à lui seul 40 % des effectifs de l'État. Mais son audience progresse. Par exemple, « au ministère des Finances, qui regroupe les administrations des douanes, des finances publiques, de l'Insee de la DGCCRF [répression des fraudes, NDLR], des services centraux, on est la deuxième organisation depuis quelques années », témoigne Laurent



L'heure des comptes. Le 8 septembre, la CGT déployait un village des services publics et de la fonction publique sous les fenêtres de Bercy. Au menu : meetings, échanges, musique et... revendications !

« Voter CGT, c'est voter pour le rapport de force et pour une voix qui porte la défense du service public. »

Sophie Binet

Secrétaire générale de la CGT

Perin. Secrétaire à la Fédération des finances CGT, il ajoute : « On vise notamment les cadres, les contractuels et les femmes sur lesquels il y a les sujets d'égalité et de promotion salariale à porter. » Du côté de l'hospitalière et de la territoriale, où la CGT est la première organisation syndicale, la lutte cible là aussi les conditions de travail, la carrière et la rémunération. La stagnation de la valeur du point d'indice, depuis plus de dix ans, a provoqué un tassement inédit des grilles salariales. Et avec l'augmentation du salaire minimum au 1^{er} juin 2026, ce sont 862 000 agents qui ont basculé sous le Smic. Si le gouvernement a prolongé une indemnité différentielle pour qu'aucun agent ne soit payé sous le salaire minimum, celle-ci n'est notamment pas prise en compte pour le calcul de la retraite.

BUDGET À DÉFENDRE

Aucune catégorie d'emploi (A, B ou C) n'échappe à la crise que vit le secteur public. Et c'est bien pour défendre des budgets et des

lois de finances à la hauteur de besoins que l'organisation syndicale s'est rassemblée le 8 septembre au pied du ministère des Finances sous la banderole « On demande des comptes à Bercy ». Parmi les revendications figuraient : le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat ; la refonte des grilles indiciaires ; la reconnaissance des qualifications ; la revalorisation et la requalification des professions très féminisées ; l'égalité salariale et de carrière entre les hommes et les femmes. La CGT réclame également la création d'emplois statutaires à la hauteur des besoins, un plan de titularisation des contractuels, l'abrogation du jour de carence, et le rétablissement à 100 % de la rémunération versée aux agents en congés maladie ordinaire... Au village des services publics, le 8 septembre, agents et militants ont témoigné de la lente dégradation des moyens et des effectifs, chacun dans leur secteur. S'y ajoute le manque de considération ressenti face à un gouvernement qui semble les mépriser. Un constat pessimiste face auquel Sophie Binet a opposé le refus de la logique de rentabilité que porte le gouvernement. La secrétaire générale, qui sait bien que la question des services publics sera au centre des débats à l'approche des élections professionnelles, a d'ailleurs rappelé que « voter CGT, c'est voter pour le rapport de force et pour une voix qui porte la défense du service public. Essayez donc le chacun pour soi et vous verrez ». C'est dit ! ■ Julie Krassovsky

43,7 %
Taux de participation pour l'ensemble de la fonction publique aux dernières élections de 2022 *

7 sièges

La CGT en tête au conseil commun de la fonction publique

20,8 %
Voix obtenues par la CGT aux dernières élections pour l'ensemble de la fonction publique *

* Source : DGAFP, décembre 2022